

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
MINISTERE DU BUDGET
SECRETARIAT GENERAL

Direction Générale des Politiques et Programmation Budgétaire

COMMENTAIRES SUR LES ETATS DE SUIVI BUDGETAIRE
A FIN OCTOBRE 2023 (SITUATION PROVISOIRE)

Les présents commentaires portent sur les Etats de Suivi Budgétaire (ESB) à fin octobre 2023, et s'articulent autour de deux points, à savoir :

- le suivi quantitatif des dépenses ;
- le suivi de la fluidité du circuit (volume des dépenses exécutées d'une étape à une autre en relatif et en absolu).

I. SUIVI QUANTITATIF DES DEPENSES

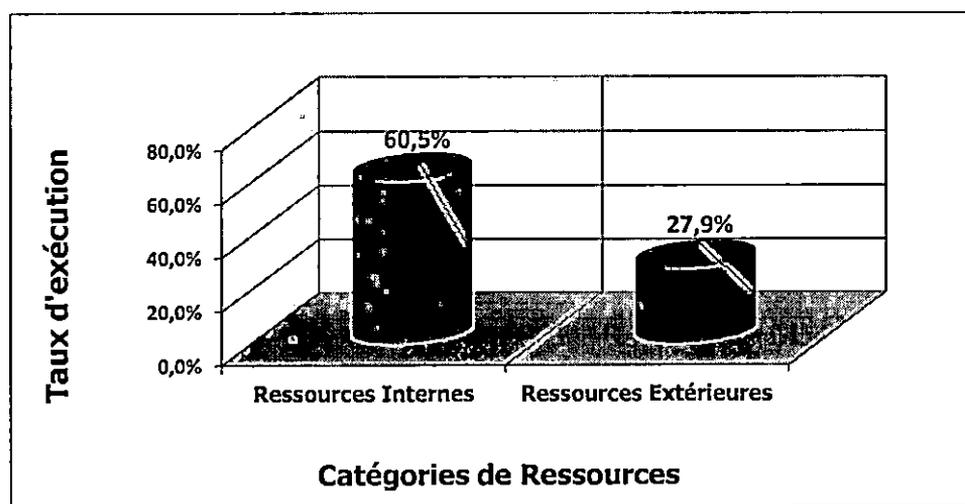
Les Etats de Suivi Budgétaire provisoires à fin octobre 2023 renseignent un niveau global d'exécution des dépenses de l'ordre de 13.928.244.671.380 FC contre les prévisions linéaires de 25.249.693.070.849 FC, soit un taux d'exécution de 55,2%.

Les dépenses sur **ressources internes** ont été exécutées à hauteur de 12.773.507.427.258 FC, contre les prévisions linéaires de 21.116.880.462.078 FC, soit un taux d'exécution de 60,5%.

Les dépenses sur **ressources extérieures** disposent d'une exécution de 1.154.737.244.122 FC, contre les prévisions linéaires de 4.132.812.608.772 FC, soit un taux d'exécution de 27,9%.

Le graphique 1 ci-dessous renseigne sur l'exécution en pourcentage des dépenses du budget général en ressources internes et extérieures.

Graphique n°1 : Exécution du budget général par catégorie de ressource



1. Les dépenses de rémunération ont été exécutées à hauteur de 5.308.674.849.820 FC contre les prévisions linéaires de 5.941.666.666.667 FC, soit un taux d'exécution de 89,3%, dans les limites des critères du Programme de Facilité Elargie de Crédit avec le Fonds Monétaire International.

Spz

Outre ces dépenses et celles liées à la rétrocession aux Administrations financières ainsi qu'au service de la dette, l'essentiel des dépenses à fin octobre 2023 a porté sur :

- l'acquisition de 10.000 bancs-pupitres pour les écoles des provinces du Kongo Central (654.339.239 FC), du Kwilu (649.906.564 FC), du Kwango (652.355.886 FC), de l'Equateur (695.511.737 FC) et de Kinshasa (578.278.844 FC) pour le compte du centre de formation professionnelle Saint Joseph;
- le paiement de 149.198.600 FC pour l'organisation de la journée mondiale de sensibilisation à l'Autisme et pour les travaux d'électrification des centres de santé de la province du Sud-Ubangi à hauteur de 18.454.549 FC ;
- la mise à disposition de fonds relative à l'organisation de l'atelier de sensibilisation des jeunes sur la paix, la sécurité et la cohésion nationale à Goma, Bukavu et Bunia (600.000.000 FC), à la construction et à l'équipement de l'hôpital général de Gbadolite dans la province du Nord-Ubangi (2.111.839.732 FC) ainsi qu'à la promotion, à l'entrepreneuriat et à l'emploi des jeunes en faveur du Ministère de la Jeunesse et Initiation à la Nouvelle Citoyenneté (1.240.000.000 FC) ;
- l'assistance humanitaire en faveur des personnes victimes des massacres perpétrés par des hommes armés dans le village de Bakuakenge à hauteur de 1.406.020.000 FC et des populations victimes des diverses crises avec une somme de 800.000.000 FC ;
- la construction du stade papa MOVOTO à Gemena (1.338.165.920 FC), de huit écoles techniques dans la province de Mai-Ndombe (529.621.597 FC) ainsi que de la route chemin de passion reliant la cité de Mbanza-Ngungu et à celle de Nkamba Jérusalem dans la province du Kongo-Central (19.834.880.073 FC) ;
- la réhabilitation de la centrale hydroélectrique de la Tshopo dont le coût s'élève à 18.820.068.506 FC et de 50 km de route de desserte agricole sur l'axe Kasomeno –Kawambwa dans la province du Haut-Katanga pour une enveloppe de 801.673.994 FC ;
- la rénovation du bâtiment abritant la chancellerie de l'ambassade de la République Démocratique du Congo à Libreville au Gabon avec un montant de 865.289.557 FC ;
- la relance de la réindustrialisation et la réhabilitation de certaines usines y compris SOTEXKI dont le coût s'élève à 5.203.862.737 FC ;
- la formation des 2.500 magistrats/ session 2023.

2. Les exécutions de dépenses du budget général par *titre (T)* sont reprises dans le tableau ci-après

Tableau 1 : Dépenses du budget général par titre à fin octobre 2023

Titre	Voté	Prév. Linéaire (10 mois)	Exécuté	Tx d'Exéc.	Structure Exéc.
1 DETTE PUBLIQUE EN CAPITAL	1 006 872 707 493	839 060 589 578	395 469 633 636	47,1	2,8
2 FRAIS FINANCIERS	630 649 795 606	525 541 496 338	43 805 795 349	8,3	0,3
3 DEPENSES DE PERSONNEL	7 673 723 678 800	6 394 769 732 334	5 558 174 808 714	86,9	39,9
4 BIENS ET MATERIELS	389 465 805 251	324 554 837 710	447 680 944 562	137,9	3,2
5 DEPENSES DE PRESTATIONS	1 564 638 068 802	1 303 865 057 335	1 393 554 386 544	106,9	10,0
6 TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	7 414 115 697 125	6 178 429 747 604	4 318 877 462 368	69,9	31,0
7 EQUIPEMENTS	6 882 186 714 119	5 735 155 595 099	1 154 830 299 089	20,1	8,3
8 CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE	4 737 979 217 823	3 948 316 014 853	615 851 341 118	15,6	4,4
Total général	30 299 631 685 019	25 249 693 070 849	13 928 244 671 380	55,2	100,0

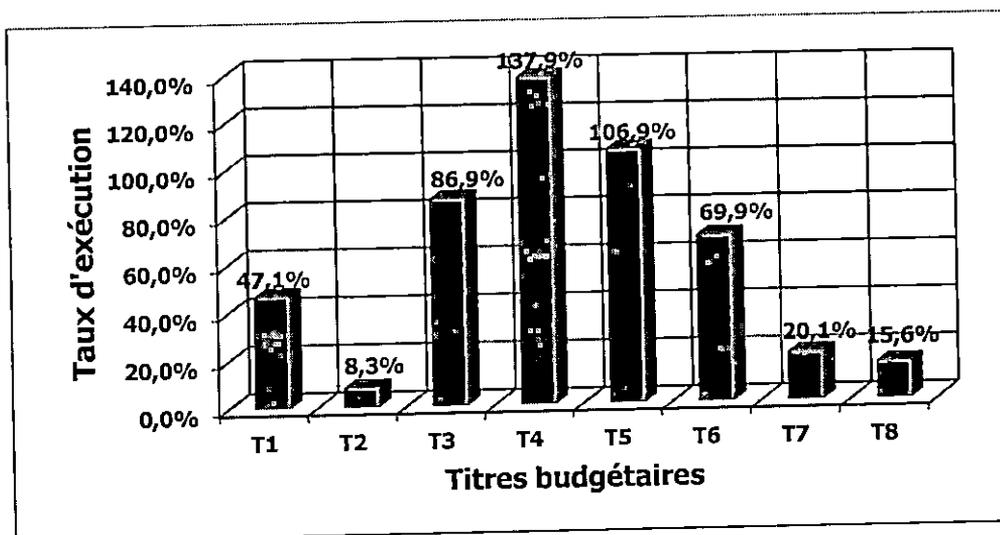
AB

- Dette publique en capital (T1) : 395.469.633.636 FC contre les prévisions linéaires de 839.060.589.578 FC, soit un taux d'exécution de 47,1% ;
- Frais financiers (T2) : 43.805.795.349 FC contre les prévisions linéaires de 525.541.496.338 FC, soit un taux d'exécution de 8,3% ;
- Dépenses de personnel (T3) : 5.558.174.808.714 FC contre les prévisions linéaires de 6.394.769.732.334 FC, soit un taux d'exécution de 86,9% ;
- Biens et matériels (T4) : 447.680.944.562 FC contre les prévisions linéaires de 324.554.837.710 FC, soit un taux d'exécution de 137,9% ;
- Dépenses de prestations (T5) : 1.393.554.386.544 FC contre les prévisions linéaires de 1.303.865.057.335 FC, soit un taux d'exécution de 106,9% ;
- Transferts et interventions de l'Etat (T6) : 4.318.877.462.368 FC contre les prévisions linéaires de 6.178.429.747.604 FC, soit un taux d'exécution de 69,9% ;
- Equipements (T7) : 1.154.830.299.089 FC, contre les prévisions linéaires de 5.735.155.595.099 FC, soit un taux d'exécution de 20,1% ;
- Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière (T8) : 615.851.341.118 FC, contre les prévisions linéaires de 3.948.316.014.853 FC, soit un taux d'exécution de 15,6%.

Les principaux projets d'investissement tant sur ressources propres qu'extérieurs exécutés au cours de des 10 premiers mois sont :

- Construction de l'hôpital général de référence de Kungu dans la province du Sud-Ubangi ;
- Réhabilitation et entretien de la route nationale numéro 7 tronçon de Lodja-Benadi-Bele-Lukibu-Kananga ;
- Construction du centre de congrès et l'immeuble du siège de l'Office des routes ;
- Projets de Développement de 145 Territoires (PDL-145T en sigle), dans sa première phase :
 - ✓ construction des bâtiments administratifs,
 - ✓ construction des infrastructures scolaires,
 - ✓ construction des centres de santé,
 - ✓ réhabilitation et réfection des routes et ponts dans le territoire de Katakokombe dans la province du Sankuru,
 - ✓ construction des forages et des bornes fontaines dans le territoire de Bulungu dans la province de Kwilu.

Graphique n°2 : Exécution des dépenses par Titres budgétaires



He

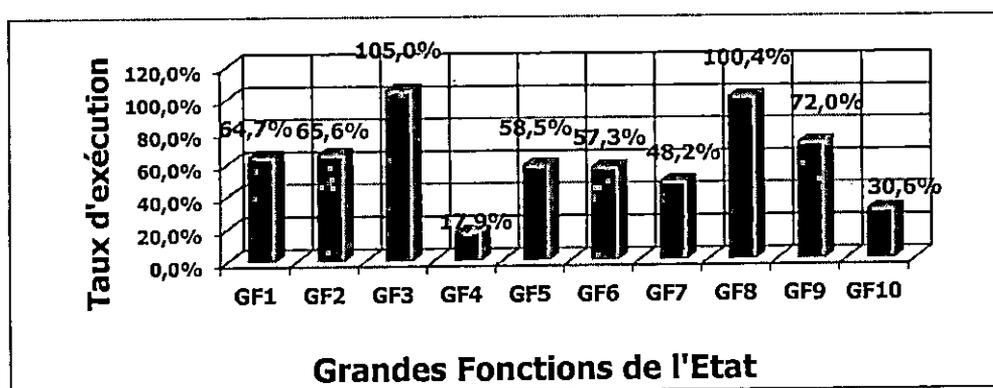
3. Le tableau ci-après renseigne les exécutions de dépense par *grande fonction* (GF) :

Tableau 2 : Dépenses du budget général par grande fonction à fin octobre 2023

Fonction	Voté	Prév. Linéaire (10 mois)	Exécuté	Tx d'Exéc.	Structure Exéc.
01 SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	10 259 521 539 752	8 549 601 283 126	5 530 686 792 052	64,7	39,7
02 DEFENSE	2 124 643 023 997	1 770 535 853 331	1 162 016 506 209	65,6	8,3
03 ORDRE ET SECURITE PUBLICS	1 428 413 424 425	1 190 344 520 354	1 249 900 809 006	105,0	9,0
04 AFFAIRES ECONOMIQUES	6 977 346 668 348	5 814 455 556 957	1 042 060 696 639	17,9	7,5
05 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	248 657 706 495	207 214 755 413	121 310 126 041	58,5	0,9
06 LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS	329 216 065 432	274 346 721 193	157 238 651 441	57,3	1,1
07 SANTE	2 850 669 024 397	2 375 557 520 331	1 145 240 191 627	48,2	8,2
08 RELIGION, CULTURE, SPORTS ET LOISIRS	314 038 988 381	261 699 156 984	262 667 887 076	100,4	1,9
09 ENSEIGNEMENT	5 181 577 381 890	4 317 981 151 575	3 107 978 952 030	72,0	22,3
10 PROTECTION SOCIALE	585 547 861 902	487 956 551 585	149 144 059 258	30,6	1,1
Total général	30 299 631 685 019	25 249 693 070 849	13 928 244 671 380	55,2	100,0

- Services généraux des Administrations publiques (GF1) : 5.530.686.792.052 FC contre les prévisions linéaires de 8.549.601.283.126 FC, soit un taux d'exécution de 64,7% ;
- Défense (GF2) : 1.162.016.506.209 FC contre les prévisions linéaires 1.770.535.853.331 FC, soit un taux d'exécution de 65,6% ;
- Ordre et sécurité publics (GF3) : 1.249.900.809.006 FC contre les prévisions linéaires de 1.190.344.520.354 FC, soit un taux d'exécution de 105,0% ;
- Affaires économiques (GF4) : 1.042.060.696.639 FC contre les prévisions linéaires de 5.814.455.556.957 FC, soit un taux d'exécution de 17,9% ;
- Protection de l'environnement (GF5) : 121.310.126.041 FC contre les prévisions linéaires de 207.214.755.413 FC, soit un taux d'exécution de 58,5% ;
- Logement et équipements collectifs (GF6) : 157.238.651.441 FC contre les prévisions linéaires de 274.346.721.193 FC, soit un taux d'exécution de 57,3% ;
- Santé (GF7) : 1.145.240.191.627 FC contre les prévisions linéaires de 2.375.557.520.331 FC, soit un taux d'exécution de 48,2% ;
- Religion, culture, sports et loisirs (GF8) : 262.667.887.076 FC contre les prévisions linéaires de 261.699.156.984 FC, soit un taux d'exécution de 100,4% ;
- Enseignement (GF9) : 3.107.978.952.030 FC contre les prévisions linéaires de 4.317.981.151.575 FC, soit un taux d'exécution de 72,0% ;
- Protection sociale (GF10) : 149.144.059.258 FC contre les prévisions linéaires de 487.956.551.585 FC, soit un taux d'exécution de 30,6%.

Graphique n°3 : Exécution des dépenses par Grandes fonctions de l'Etat



JB

4. Les détails sur l'exécution de dépenses du budget général par *rubrique budgétaire* (RB) sont repris dans le tableau ci-dessous :

Tableau 2 : Dépenses du budget général par rubrique à fin octobre 2023

	Rubrique	Voté	Prév. Linéaire (10 mois)	Exécuté	Tx d'Exéc.	Structure Exéc.
1	Bourse d'Études	15 000 000 000	12 500 000 000	420 000 000	3,4	0,0
2	Charges Communes	264 538 212 989	220 448 510 825	177 654 061 531	80,6	1,3
3	Contrepartie des Projets	150 000 000 000	125 000 000 000	38 295 262 556	30,6	0,3
4	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources	1 224 000 000 000	1 020 000 000 000	203 109 402 851	19,9	1,5
5	Dette Publique	1 006 872 707 493	839 060 589 578	395 469 633 636	47,1	2,8
6	Financement des Réformes	645 913 550 023	538 261 291 686	4 668 935 871	0,9	0,0
7	Fonctionnement des Institutions	1 259 897 387 960	1 049 914 489 967	2 003 424 935 983	190,8	14,4
8	Fonctionnement des Ministères	1 947 627 674 897	1 623 023 062 414	2 148 772 053 170	132,4	15,4
9	Fonds de Péréquation	1 780 659 844 745	1 483 883 203 954	156 342 407	0,0	0,0
10	Frais Financiers	630 649 795 606	525 541 496 338	43 805 795 349	8,3	0,3
11	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 480 123 991 283	1 233 436 659 403	762 196 942 429	61,8	5,5
12	Investissements sur Ressources Extérieures	4 959 375 130 526	4 132 812 608 772	1 154 737 244 122	27,9	8,3
13	Investissements sur Ressources Propres	1 797 005 405 298	1 497 504 504 415	263 535 768 479	17,6	1,9
14	Investissements sur Transfert aux Provinces Et	2 931 491 761 597	2 442 909 801 331	313 957 022 642	12,9	2,3
15	Mise à la Retraite	270 211 249 514	225 176 041 262	74 291 951 792	33,0	0,5
16	Rémunérations	7 130 000 000 000	5 941 666 666 667	5 308 674 849 820	89,3	38,1
17	Rétrocession aux Régies Financières	1 256 903 124 918	1 047 419 270 765	771 518 589 588	73,7	5,5
18	Subventions aux Organismes Auxiliaires	492 809 872 536	410 674 893 780	9 742 381 579	2,4	0,1
19	Subventions aux Services Déconcentrés	22 750 000 000	18 958 333 333		0,0	0,0
20	Subventions aux Services Ex-BPO	30 480 000 000	25 400 000 000	4 336 016 624	17,1	0,0
21	Transfert aux Provinces et ETD	738 321 975 634	615 268 313 028	249 477 480 952	40,5	1,8
22	TVA Remboursable	265 000 000 000	220 833 333 333		0,0	0,0
	Total général	30 299 631 685 019	25 249 693 070 849	13 928 244 671 380	55,2	100,0

- **Bourse d'études (RB1) :** 420.000.000 FC contre les prévisions linéaires de 12.500.000.000 FC, soit un taux d'exécution de 3,4% ;
- **Charges communes (RB2) :** 177.654.061.531 FC contre les prévisions linéaires de 220.448.510.825 FC, soit un taux d'exécution de 80,6% ;
- **Contrepartie des projets (RB3) :** 38.295.262.556 FC contre les prévisions linéaires de 125.000.000.000 FC, soit un taux d'exécution de 30,6% ;
- **Dépenses exceptionnelles sur ressources propres (RB4) :** au mois d'octobre 2023, le Gouvernement de la République a débloqué une somme de 203.109.402.851 FC au titre de dépenses exceptionnelles, contre 1.020.000.000.000 FC de prévision linéaire, soit un taux d'exécution de 19,9%. Les dépenses ont été effectuées essentiellement sur les opérations électorales pour un montant de 175.095.308.221 FC ; de 9.809.727.433 FC en faveur de déplacés de guerres ; et de 18.204.367.197 FC pour les opérations spécifiques liées à l'exécution du budget. Cette hauteur de réalisation a permis au Gouvernement de disposer de fonds nécessaires à la CENI afin de poursuivre aisément les opérations électorales en cours, de faire face aux défis sécuritaires et d'assister la population lors des catastrophes naturelles, des calamités et accidents majeurs.
- **Dette publique (RB5) :** 395.469.633.636 FC contre les prévisions linéaires de 839.060.589.578 FC, soit un taux d'exécution de 47,1% ;
- **Financement des réformes (RB6) :** 4.668.935.871 FC contre les prévisions linéaires de 538.261.291.686 FC, soit un taux d'exécution de 0,9% ;
- **Fonctionnement des Institutions (RB7) :** 2.003.424.935.983 FC contre les prévisions linéaires de 1.049.914.489.967 FC, soit un taux d'exécution de 190,8% ;

Signature

- **Fonctionnement des Ministères (RB8) : 2.148.772.053.170 FC** contre les prévisions linéaires de 1.623.023.062.414 FC, soit un taux d'exécution de 132,4% ;
- **Fonds de péréquation (RB9) : 156.342.407 FC** contre les prévisions linéaires de 1.483.883.203.954 FC, soit un taux d'exécution de 0,0% ;
- **Frais financiers (RB10) : 43.805.795.349 FC** contre les prévisions linéaires de 525.541.496.338 FC, soit un taux d'exécution de 8,3% ;
- **Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifiques (RB11) : 762.196.942.429 FC** contre les prévisions linéaires de 1.233.436.659.403 FC, soit un taux d'exécution de 61,8% ;
- **Investissements sur ressources extérieures (RB12) : 1.154.737.244.122 FC** contre les prévisions linéaires de 4.132.812.608.772 FC, soit un taux d'exécution de 27,9% ;
- **Investissements sur ressources propres (RB13) : les fonds décaissés au titre d'investissement sur ressources propres sont d'une hauteur de 263.535.768.479 FC, soit 17,5% par rapport à une prévision linéaire de 1.497.504.504.415 FC.**

Ces fonds ont servi à financer les acquisitions d'équipements éducatifs, la construction du centre financier de Kinshasa, la construction et la réhabilitation des voies routières et des bâtiments administratifs dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de Développement Local des 145 territoires (PDL-145T) visant à améliorer le cadre de vie des populations rurales.

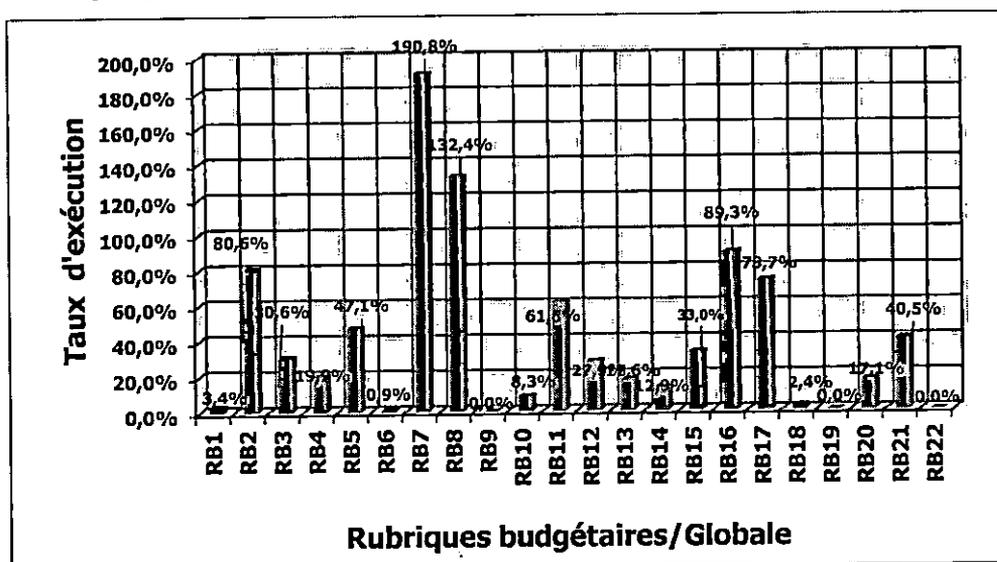
Ce projet d'un montant de 1,7 milliard de dollars vise à autonomiser les 145 territoires des 26 provinces que compte la RDC. Les principales actions envisagées sont : la réhabilitation et/ou l'entretien de 38.936 km de route, la construction de 418 mini centrales solaires et de 471 km d'éclairage public, la construction de 3.071 forages et de 447 sources d'eau aménagées, la construction de 238 marchés modernes, la construction de 145 bâtiments administratifs dans les chefs-lieux des territoires et de 636 bâtiments administratifs dans les chefs-lieux des secteurs ; la construction de 1.450 logements du staff dirigeant des territoires, 788 centres de santé et 1.210 écoles.

- **Investissements sur transfert aux provinces et ETD (RB14) : 313.957.022.642 FC** contre les prévisions linéaires de 2.442.909.801.331 FC, soit un taux d'exécution de 12,9% ;
- **Mise à la retraite (RB15) : 74.291.951.792 FC** contre les prévisions linéaires de 225.176.041.262 FC, soit un taux d'exécution de 33,0% ;
- **Rémunérations (RB16) : les rémunérations payées à fin octobre se sont chiffrées à 5.308.674.849.820 FC** contre une prévision linéaire de 5.941.666.666.667 FC, soit un taux d'exécution de 89,3%. Il est à noter que ces rémunérations représentent 38,1% des dépenses du budget général exécutées ;
- **Rétrocession aux Administrations financières (RB17) : 771.518.589.588 FC** contre les prévisions linéaires de 1.047.419.270.765 FC, soit un taux d'exécution de 73,7% ;
- **Subventions aux organismes auxiliaires (RB18) : la subvention aux budgets annexes, au mois d'octobre, a été exécutée au montant de 9.742.381.579 FC** contre une prévision linéaire de 410.674.893.780 FC, soit un taux d'exécution de 2,4% ;
- **Subventions aux services ex-BPO (RB20) : 4.336.016.624 FC** contre les prévisions linéaires de 25.400.000.000 FC, soit un taux d'exécution de 17,1% ;
- **Transfert aux Provinces et ETD (RB21) : 249.477.480.952 FC** contre les prévisions linéaires de 615.268.313.028 FC, soit un taux d'exécution de 40,5% ;

Pour cette période, la rubrique **Subvention aux Services Déconcentrés (R19)** a été exécutée jusqu'à la phase de l'ordonnancement. La **TVA remboursable (RB22)** quant à elle, est en cours d'analyse pour

intégration dans la chaîne de la dépense, dans la mesure où l'ensemble de ses exécutions aurait suivi la procédure d'urgence.

Graphique n°4 : Exécution par rubrique budgétaire/Globale



5. Les *Charges transférées en Provinces et ETD* (40%) ont connu une exécution de 2.615.545.557.309 FC, contre les prévisions linéaires de 5.537.962.387.821 FC, soit un taux d'exécution de 47,2%.

Elles sont subdivisées de la manière suivante :

- Rémunérations (RB15) : 2.052.111.053.715 FC contre les prévisions linéaires de 2.479.784.273.462 FC, soit un taux d'exécution de 82,8% ;
- Transfert aux Provinces et ETD (Fonctionnement) (RB20) : 249.477.480.952 FC contre les prévisions linéaires 615.268.313.028 FC, soit un taux d'exécution de 40,5%.
- Investissements sur transfert aux Provinces et ETD (RB14) : 313.957.022.642 FC contre les prévisions linéaires de 2.442.909.801.331 FC, soit un taux d'exécution de 12,9% ;

6. Les *dépenses de lutte contre la pauvreté* (DLCP) ont été exécutées à hauteur de 3.711.554.929.976 FC, contre les prévisions linéaires de 8.996.218.618.081 FC, soit un taux d'exécution de 41,3%.

Le tableau ci-dessus renseigne les détails de l'exécution de dépenses de la lutte contre la pauvreté (DLCP) par rubrique budgétaire :

Tableau 3 : Dépenses de la lutte contre la pauvreté à fin octobre 2023

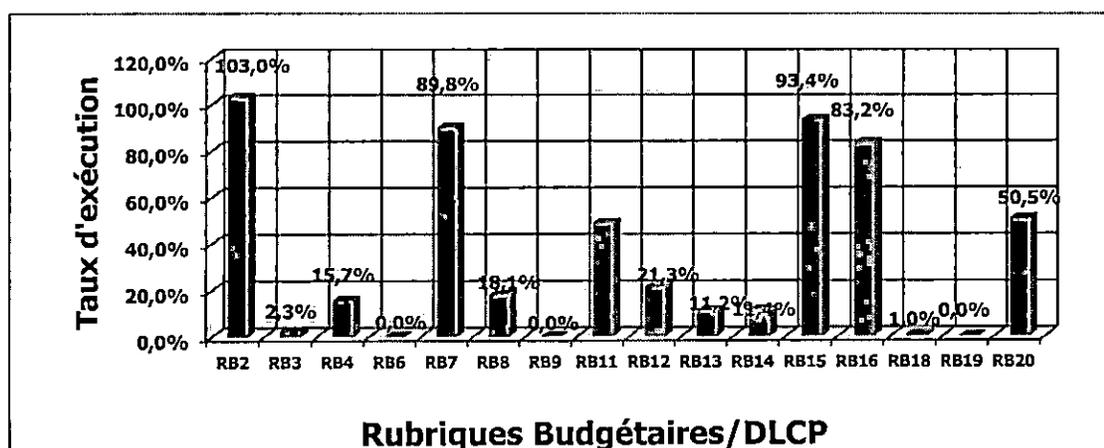
Rubrique	Voté	Prév. Linéaire (10 mois)	Exécuté	Tx d'Exéc.	Structure Exéc.
1 Charges Communes	104 826 344 788	87 355 287 323	89 971 066 243	103,0	2,4
2 Contrepartie des Projets	24 198 284 888	20 165 237 407	468 874 400	2,3	0,0
3 Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	75 000 000 000	62 500 000 000	9 809 727 433	15,7	0,3
4 Financement des Réformes	103 832 500 000	86 527 083 333		0,0	0,0
5 Fonctionnement des Institutions	144 204 232 636	120 170 193 863	107 950 094 120	89,8	2,9
6 Fonctionnement des Ministères	192 406 790 145	160 338 991 788	29 091 635 882	18,1	0,8
7 Fonds de Péréquatation	796 892 270 641	664 076 892 201	156 342 407	0,0	0,0
8 Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	323 182 835 491	269 319 029 576	131 388 451 092	48,8	3,5
9 Investissements sur Ressources Extérieures	2 091 726 108 443	1 743 105 090 369	370 593 623 163	21,3	10,0
10 Investissements sur Ressources Propres	526 509 850 938	438 758 209 115	49 335 811 574	11,2	1,3
11 Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	2 493 829 221 313	2 078 191 017 761	237 096 175 634	11,4	6,4
12 Mise à la Retraite	5 451 642 600	4 543 035 500	4 242 190 007	93,4	0,1
13 Rémunérations	3 865 723 156 097	3 221 435 963 414	2 678 788 046 072	83,2	72,2
14 Subventions aux Organismes Auxiliaires	36 459 282 646	30 382 735 538	306 342 233	1,0	0,0
15 Subventions aux Services Déconcentrés	3 571 231 839	2 976 026 533		0,0	0,0
16 Subventions aux Services Ex-BPO	5 594 909 510	4 662 424 592	2 356 549 717	50,5	0,1
17 Transfert aux Provinces et ETD (Fonctionnement)	2 053 679 722	1 711 399 768		0,0	0,0
Total général	10 795 462 341 697	8 996 218 618 081	3 711 554 929 976	41,3	100,0

Signature

- Charges communes (RB2) : 89.971.066.243 FC contre les prévisions linéaires de 87.355.287.323 FC, soit un taux d'exécution de 103,0% ;
- Contrepartie des projets (RB3) : 468.874.400 FC contre les prévisions linéaires de 20.165.237.407 FC, soit un taux d'exécution de 2,3% ;
- Dépenses exceptionnelles sur ressources propres (RB4) : 9.809.727.433 FC contre les prévisions linéaires de 62.500.000.000 FC, soit un taux d'exécution de 15,7% ;
- Fonctionnement des Institutions (RB7) : 107.950.094.120 FC contre les prévisions linéaires de 120.170.193.863 FC, soit un taux d'exécution de 89,8% ;
- Fonctionnement des Ministères (RB8) : 29.091.635.882 FC contre les prévisions linéaires de 160.338.991.788 FC, soit un taux d'exécution de 18,1% ;
- Fonds de péréquation (RB9) : 156.342.407 FC contre les prévisions linéaires de 664.076.892.201 FC, soit un taux d'exécution de 0,0% ;
- Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifiques (RB11) : 131.388.451.092 FC contre les prévisions linéaires de 269.319.029.576 FC, soit un taux d'exécution de 48,8% ;
- Investissements sur ressources extérieures (RB12) : 370.593.623.163 FC contre les prévisions linéaires de 1.743.105.090.369 FC, soit un taux d'exécution de 21,3% ;
- Investissements sur ressources propres (RB13) : 49.335.811.574 FC contre les prévisions linéaires de 438.758.209.115 FC, soit un taux d'exécution de 11,2% ;
- Investissements sur transfert aux Provinces et ETD (RB14) : 237.096.175.634 FC contre les prévisions linéaires de 2.078.191.017.761 FC, soit un taux d'exécution de 11,4% ;
- Mise à la retraite (RB15) : 4.242.190.007 FC contre les prévisions linéaires de 4.543.035.500 FC, soit un taux d'exécution de 93,4% ;
- Rémunérations (RB16) : 2.678.788.046.072 FC contre les prévisions linéaires de 3.221.435.963.414 FC, soit un taux d'exécution de 83,2% ;
- Subventions aux organismes auxiliaires (RB18) : 306.342.233 FC contre les prévisions linéaires de 30.382.735.538 FC, soit un taux d'exécution de 1,0% ;
- Subventions aux Services ex-BPO (RB20) : 2.356.549.717 FC contre les prévisions linéaires de 4.662.424.592 FC, soit un taux d'exécution de 50,5%.

Signalons que pour cette période, la rubrique Financement des réformes (RB6) et le Transfert aux provinces et ETD (fonctionnement) (RB21) n'ont connu aucun début d'exécution. Quant aux Subventions aux services déconcentrés (RB19), elles ont été exécutées jusqu'à la phase de l'ordonnancement.

Graphique n°5 : Exécution par rubrique budgétaire/DLCP



Handwritten signature

II. SUIVI DE LA FLUIDITE DU CIRCUIT

1. Les informations relatives aux différentes étapes de l'exécution de la dépense globale en termes de nombre de dossiers et en valeur sont affichées dans les tableaux 1 et 2.

Tableau n°1 : Nombre de dossiers de dépenses globales par étape de la Chaîne

Code	Titre	Engagé 1	Liquidé 2	Ordonné 3	Payé 4	Structure	Taux (4/1)
1	DETTE PUBLIQUE EN CAPITAL	184	184	173	175	0,2%	95,1%
2	FRAIS FINANCIERS	120	120	120	120	0,1%	100,0%
3	DEPENSES DE PERSONNEL	124 781	124 671	93 646	91 596	88,5%	73,4%
4	BIENS ET MATERIELS	4 113	4 087	3 920	1 937	1,9%	47,1%
5	DEPENSES DE PRESTATIONS	15 458	15 359	7 038	3 715	3,6%	24,0%
6	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	9 568	9 510	7 486	4 733	4,6%	49,5%
7	EQUIPEMENTS	196	193	180	95	0,1%	48,5%
8	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE	1 226	1 225	1 218	1 164	1,1%	94,9%
Total		155 646	155 349	113 781	103 535	100%	66,5%

Tableau n°2 : Exécution des dépenses globales par étape de la Chaîne de la dépense en valeur et leur taux de fluidité

Code	Titre	Crédit Voté	Prévision Linéaire (10 mois)	Engagement		Liquidation		Ordonnement		Paiement	
				Montant	TF	Montant	TF	Montant	TF	Montant	TF
1	DETTE PUBLIQUE EN CAPITAL	1 006 872 707 493	839 060 589 578	464 901 313 240	55,4%	464 901 313 240	100,0%	420 590 503 973	90,5%	395 469 633 636	94,0%
2	FRAIS FINANCIERS	630 649 795 606	525 541 496 338	43 805 795 349	8,3%	43 805 795 349	100,0%	43 805 795 349	100,0%	43 805 795 349	100,0%
3	DEPENSES DE PERSONNEL	7 673 723 678 800	6 394 769 732 334	7 991 109 480 895	125,0%	7 987 777 128 309	100,0%	5 836 449 219 762	73,1%	5 558 174 808 714	95,2%
4	BIENS ET MATERIELS	389 465 805 251	324 554 837 710	733 879 889 082	226,1%	730 134 133 223	99,5%	652 314 900 373	89,3%	447 680 944 562	68,6%
5	DEPENSES DE PRESTATIONS	1 564 638 068 802	1 303 865 057 335	5 129 076 161 122	393,4%	5 125 462 200 329	99,9%	4 637 676 986 024	90,5%	1 393 554 386 544	30,0%
6	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	7 414 115 697 125	6 178 429 747 604	8 204 128 982 520	132,8%	8 196 018 689 565	99,9%	7 512 111 948 073	91,7%	4 318 877 462 368	57,5%
7	EQUIPEMENTS	6 882 186 714 119	5 735 155 595 099	1 410 644 536 153	24,6%	1 409 442 673 205	99,9%	1 400 750 417 658	99,4%	1 154 830 299 089	82,4%
8	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE	4 737 979 217 823	3 948 316 014 853	795 012 774 137	20,1%	794 382 157 937	99,9%	783 721 759 431	98,7%	615 851 341 118	78,6%
Total		30 299 631 685 019	25 249 693 070 849	24 772 558 932 498	98,1%	24 751 924 091 157	99,9%	21 287 421 530 642	86,0%	13 928 244 671 380	65,4%

(T.F.) = Taux de fluidité d'une étape à une autre en %.

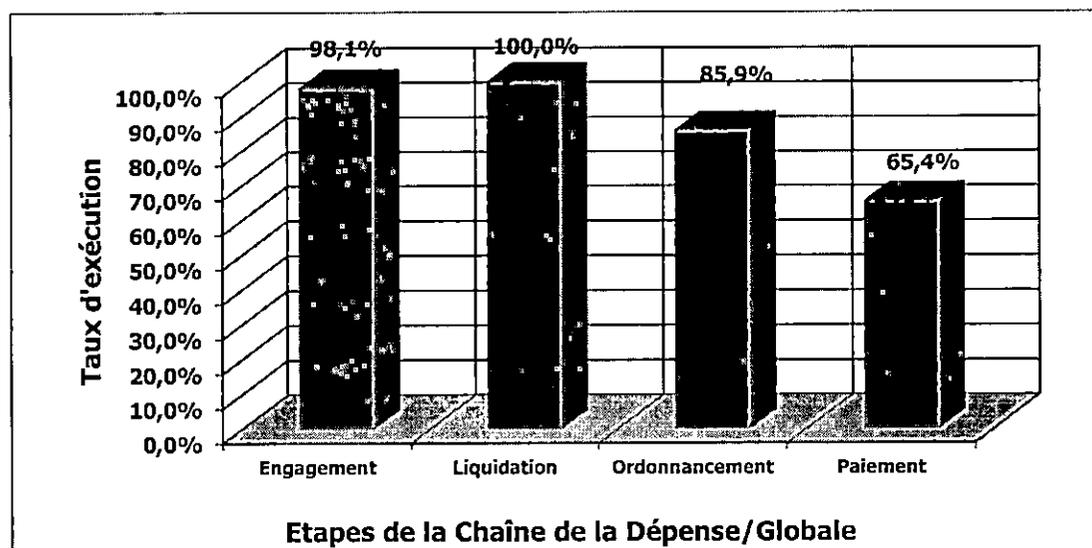
2. Dans l'ensemble, les différentes étapes de l'exécution de la dépense globale affichent les statistiques suivantes :

- **Engagement** : 24.772.558.932.498 FC, contre les prévisions linéaires de 25.249.693.070.849 FC, soit un taux global de fluidité de 98,1% ;
- **Liquidation** : 24.751.924.091.157 FC dégageant un taux global de fluidité de 99,9% par rapport aux engagements ;

fla

- **Ordonnancement** : 21.287.421.530.642 FC, renseignant un taux global de fluidité de 85,9% par rapport aux liquidations ;
- **Paiement** : 13.928.244.671.380 FC indiquant un taux global de fluidité de 65,4% par rapport aux ordonnancements.

Graphique n°6 : Exécution de dépenses par étape de la Chaîne/Globale



3. Les données relatives aux différentes étapes de l'exécution de la dépense de lutte contre la pauvreté en termes de volumes de dossiers et en valeur sont renseignées dans les tableaux 3 et 4 ci-après :

Tableau n°3 : Volume de dossiers de dépenses LCP par étape de la Chaîne.

Code	Titre	Engagé 1	Liquidé 2	Ordonné 3	Payé 4	Structure	Taux (4/1)
3	DEPENSES DE PERSONNEL	56 822	56 805	42 257	42 082	92,9%	74,1%
4	BIENS ET MATERIELS	775	764	757	391	0,9%	50,5%
5	DEPENSES DE PRESTATIONS	1 380	1 351	1 300	520	1,1%	37,7%
6	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	3 342	3 327	2 307	1 267	2,8%	37,9%
7	EQUIPEMENTS	65	65	62	31	0,1%	47,7%
8	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE	1 030	1 030	1 026	1 001	2,2%	97,2%
TOTAL		63 414	63 342	47 709	45 292	100,0%	71,4%

Du tableau n° 3 ci-dessus, il se dégage que les DLCP sont plus orientées vers la rubrique Dépenses de personnel.

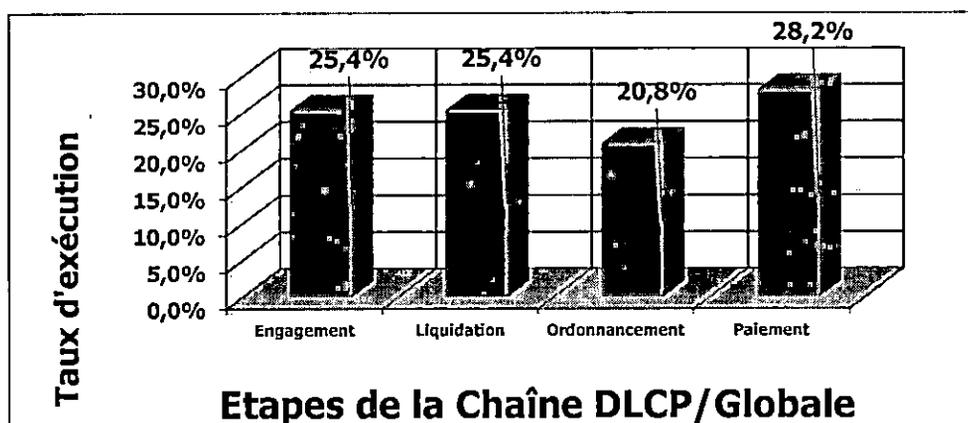
JLr

Tableau n°4 : Exécution en valeur de dépenses LCP par étape de la Chaîne

Code	Titre	Crédit Voté	Prévision Linéaire (10 mois)	Engagement		Liquidation		Ordonnancement		Paiement	
				Montant	TF	Montant	TF	Montant	TF	Montant	TF
3	DEPENSES DE PERSONNEL	3 920 958 142 143	3 267 465 118 453	3 678 316 875 535	112,6%	3 677 619 681 576	100,0%	2 708 980 394 766	73,7%	2 687 539 533 782	99,2%
4	BIENS ET MATERIELS	61 474 629 828	51 228 858 190	55 410 435 742	108,2%	53 504 198 835	96,6%	50 344 137 435	94,1%	31 796 072 983	63,2%
5	DEPENSES DE PRESTATIONS	385 602 024 401	254 668 353 668	212 417 515 200	83,4%	211 814 593 843	99,7%	185 490 562 118	87,6%	111 002 461 604	59,8%
6	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	572 218 129 380	476 848 441 150	579 380 671 098	121,5%	577 980 796 699	99,8%	485 673 916 127	84,0%	223 566 034 429	46,0%
7	EQUIPEMENTS	2 877 688 332 223	2 398 073 610 186	294 217 518 783	12,3%	294 217 518 783	100,0%	292 064 083 182	99,3%	266 561 434 837	91,3%
8	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE	3 057 521 083 722	2 547 934 236 435	507 956 501 915	19,9%	507 956 501 915	100,0%	502 313 597 219	98,9%	391 089 392 340	77,9%
Total		10 795 462 341 697	8 996 218 618 081	5 327 699 518 273	59,2%	5 323 093 291 651	99,9%	4 224 866 690 847	79,4%	3 711 554 929 976	87,9%

4. Comparées aux dépenses globales, suivant les différentes étapes de la chaîne, les DLCP ont été exécutées comme suit :

- **Engagement** : 5.327.699.518.273 FC, soit un taux de 25,4% par rapport aux engagements globaux ;
- **Liquidation** : 5.323.093.291.651 FC, soit un taux de 25,4% par rapport aux liquidations globales ;
- **Ordonnancement** : 4.224.866.690.847 FC, soit un taux de 20,8% par rapport aux ordonnancements globaux ;
- **Paiement** : 3.711.554.929.976 FC, soit un taux de 28,2% par rapport aux transferts globaux.

Graphique n°7 : Exécution par étape des DLCP par rapport aux dépenses globales

III. Programme de Développement local à la base de 145 territoires

a. Brève présentation du programme PDL-145 T

La République Démocratique du Congo s'est résolue d'étendre son développement à travers tout son territoire national par un grand projet ayant une vision élargie de développement à la base initié par le Président de la République Démocratique du Congo intitulé « **Programme de Développement Local de 145 Territoires** » PDL-145T en sigle. Ce projet vise principalement à combattre la pauvreté et les inégalités sociales dans les différents milieux de vie de la population congolaise à travers la réduction des inégalités, la redynamisation des activités

He

économiques locales, la transformation des conditions et du cadre de vie dans les zones jusqu'à mal desservies par les infrastructures et services sociaux de base.

La mise en œuvre du PDL-145T est exécutée par les trois agences, à savoir : le Bureau Central de Coordination (BCECO), la Cellule des Financements en faveur des Etats Fragiles (CFEF) et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

Au 31 décembre 2022, le Gouvernement a lancé le démarrage de deux volets du PDL-145T, à savoir :

- Composante 1 : Construction des écoles, centres de santé et bâtiments administratifs ;
- Composante 2 : Réhabilitation et entretien des routes de desserte agricole.

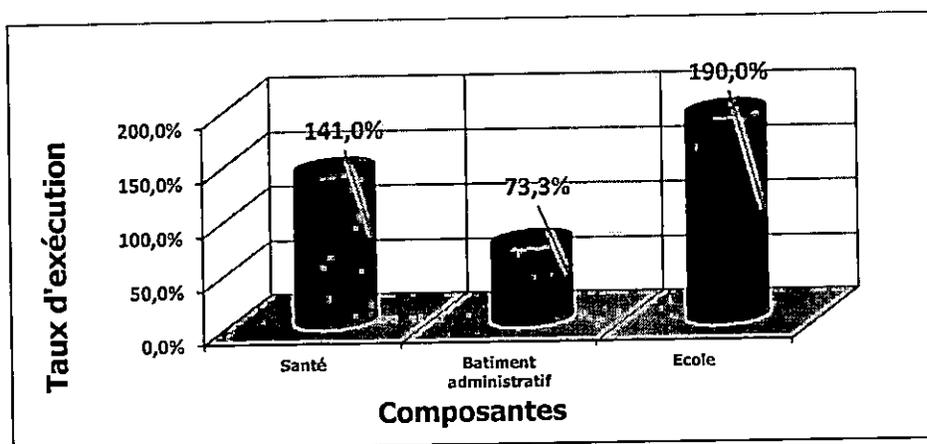
A ce jour, les Agences d'exécution ont réalisé un progrès significatif dans la première composante.

b. Synthèse sur les exécutions de PDL-145 T

Au deuxième trimestre 2023, les projets PDL-145T ont été exécutés à hauteur de 266.459.352.909 FC, soit 44,8% par rapport aux prévisions linéaires de 594.460.292.338 FC de l'ensemble de projets PDL-145T et de 129,1% contre les prévisions linéaires de 206.350.967.622 FC liés uniquement aux projets de construction d'écoles, de centres de santé et bâtiments administratifs.

- Construction de centres de santé : 74.607.522.600 FC contre les prévisions linéaires de 52.898.299.595 FC, soit un taux d'exécution de 141,0 %.
- Construction d'écoles : 129.294.821.416 FC contre les prévisions linéaires de 68.062.002.797 FC, soit un taux d'exécution de 190,0%.
- Construction de bâtiments administratifs : 62.557.008.893 FC contre les prévisions linéaires de 85.390.665.230 FC, soit un taux d'exécution de 73,3 %.

Graph. n°8 : Exécution de la composante 1



NB : Par ailleurs, il sied de signaler que les données PDL-145T au troisième trimestre 2023 sont en cours de traitement.

IV. OBSERVATION

Il importe de rappeler à tous les acteurs de la chaîne de la dépense que la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP) devra capter les avis de débits tels que lui a envoyé par la Banque Centrale du Congo (BCC). Cela permettra à la DGPPB qui a la charge du suivi statistique de l'exécution du Budget, de produire des ESB exhaustifs et crédibles dans les délais.

Signature

Aussi, il convient de renforcer la collaboration entre la **DGTCP** et la **DGPPB** en vue d'avoir les mêmes justifications en ce qui concerne les éventuels écarts.

V. RECOMMANDATIONS

Au cours de la réunion du 13 octobre 2023 sur la conciliation des chiffres entre l'**ESB** et le **TOFE/PTR**, réunissant tous les intervenants dans la chaîne de la dépense, il se dégage les points ci-dessous :

- la production des **ESB** et leur affichage est un engagement du Gouvernement de la République Démocratique du Congo et une exigence des Partenaires Techniques et Financiers, le respect du Manuel des procédures et du circuit de la dépense publique, le captage régulier des informations des dépenses effectuées sur ressources extérieures, dans le délai, conformément à l'Arrêté interministériel (Finances-Budget-Plan) portant réglementation du circuit d'information sur les ressources extérieures, en vue de permettre l'exhaustivité des statistiques de l'exécution de dépenses et leur reflet dans les **ESB** ;
- la mise en place d'un environnement test par la **CII** pour résoudre le problème de réception systématique des avis de débit dans la chaîne de la dépense ;
- l'écart entre l'**ESB** et le **TOFE/PTR** est de **2.800.390.423.073 FC** provenant des volumes des dépenses hors chaîne ; le respect du calendrier de transmission des encaissements et des décaissements du Trésor à la **DGPPB** convenu en date du 04 octobre 2021 entre la **DGPPB** et la **DGTCP** pour permettre à la **DGPPB** de résorber cet écart et de produire les **ESB** conciliés ;
- la transmission régulière par les agences (**CFEF, BCECO, PNUD**), de l'exécution de dépenses de **PDL-145T** pour leur intégration dans la chaîne de la dépense afin d'être comptabilisé dans les **ESB**.

Fait à Kinshasa, le 04 DEC 2023

Rolly LENGO MBEMBO

Directeur Général

